

## L'idée de refédéraliser certaines compétences divise le MR

**La publication d'une lettre signée par plusieurs personnalités libérales appelant à refédéraliser certaines compétences a suscité moult réactions.**

**JEAN-PAUL BOMBAERTS**

Chassez le naturel, il revient au galop. Officiellement remisées au frigo depuis le début de la législature, les questions communautaires ne sont jamais très loin. Témoin cette sortie des libéraux francophones.

À l'initiative des jeunes MR, plusieurs responsables libéraux ont lancé vendredi dans La Libre un appel pour «remonter au niveau de l'État fédéral des compétences qui, dans le passé, ont été transférées aux entités fédérées», comme la mobilité, l'énergie, le commerce extérieur ou la santé. Parmi les signataires de cette lettre ouverte figurent deux ministres fédéraux, Sophie Wilmès et François Bellot, la présidente du Sénat, Christine Defraigne, et plusieurs députés. «Non pas que nous voulions revenir à la Belgique de papa, précisent les signataires, mais le fédéralisme belge doit s'appuyer sur un principe simple: l'efficacité.»

### «Conversations de plage»

Dans l'actualité désertique de ce début du mois d'août, il n'en fallait pas plus pour allumer une (petite) polémique, tant entre partenaires de la majorité fédérale qu'à l'intérieur même du MR. Ainsi, le président Olivier Chastel a tenu à rappeler l'enga-

gement du début de législature en précisant que «l'heure n'est pas aux discussions institutionnelles». Les questions institutionnelles «n'ont pas été au centre des discussions au cours cette législature et ne le seront pas avant son terme», a-t-il insisté.

Plus catégorique, le ministre wallon MR Jean-Luc Crucke, régionaliste convaincu, lance un avertissement à

ses amis libéraux: «Le modèle que je défends, c'est une Belgique avec quatre Régions fortes, dont la Région germanophone. Plutôt que de lancer des brûlots communautaires, il faut être très prudent. Le socle du gouvernement fédéral, c'est le fait qu'il n'y a pas d'évolution dans les institutions justement.»

C'est le vice-Premier ministre Open Vld Alexander De Croo qui

avait (re) lancé le débat sur la refédéralisation, toujours dans La Libre le week-end dernier. À son égard, Jean-Luc Crucke n'est pas plus tendre: «Alexander De Croo s'exprime sur la refédéralisation chaque été... Cela alimente les conversations de plage pour ceux qui s'ennuient en vacances. Mais quand on lit la presse flamande – ce que je fais tous les jours – on voit bien que ce qu'il dit n'est pas partagé par tout le monde, même au sein de son parti. Par ailleurs, le CD&V a immédiatement fermé la porte sur la refédéralisation. Il ne faut pas réveiller les démons communautaires.»

### Confédéralisme

«Le MR semble penser que les responsables politiques wallons ne sont pas capables de prendre leurs propres défis à bras-le-corps», estiment pour leur part le vice-président de la N-VA, Sander Loones, et le chef de groupe du parti au Parlement flamand, Matthias Diependaele, sur un ton non dénué de condescendance. En plaidant de la sorte, «le MR en revient à dire qu'il a besoin des Flamands pour mettre de l'ordre en Wallonie», lancent-ils.

Ils estiment que «pour gouverner la Belgique de manière réellement plus efficace, il faudra mener un vrai débat institutionnel, et donc parler de confédéralisme. La N-VA n'acceptera jamais qu'une politique flamande de soins de santé, d'enseignement, de mobilité, d'immigration ou de sécurité soit à l'avenir définie par des socialistes ou des communistes wallons.»